

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 MAI 1905.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'EXERCICE 1905 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. LEVIE.

MESSIEURS,

Les crédits demandés pour l'exercice 1905 s'élèvent, en totalité,
à fr. 156,820,491 92
Les crédits alloués par le Budget de 1904 s'élevaient à. 131,874,273 73
soit, pour 1905, une augmentation de. fr. 4,946,216 19
qui représente, à concurrence de . . . 3,848,839 30
les charges d'intérêt et d'amortissement des capitaux émis en dette à 3 %
pendant l'année 1903.

L'accroissement de notre dette publique a appelé l'attention de la Section centrale.

Au 1^{er} janvier 1904, notre dette consolidée montait à. fr. 2,988,681,548 12
Au 1^{er} janvier 1905, elle passe à 3,417,038,048 12
(Situation générale du Trésor au 1^{er} janvier 1905, pp. 12 et 13.)

En 1850, elle était de	fr.	611,992,361	»
En 1860, —		634,137,847	»
En 1870, —		682,880,914	»
En 1880, —		1,428,270,449	»
En 1890, —		2,006,564,273	»
En 1900, —		2,650,564,150	»

(Rapport sur le Budget de la Dette publique pour 1902. Documents, *Annales parlementaires*, 1901-1902, p. 280.)

(1) Budget, n° 4, II.

(2) La Section centrale, présidée par M. HARMIGNIE, était composée de MM. LEVIE, DOHET, RUZETTE, CARTUYVELS, DENIS, FRÉDÉRIC DELVAUX.

C'est, on le remarquera, depuis 1870 que s'accroît l'augmentation.

La situation générale du Trésor au 1^{er} janvier 1905 donne, d'une façon détaillée, l'indication des travaux extraordinaires réalisés en Belgique de 1830 à 1895 et les diverses ressources — bonis budgétaires, fonds d'emprunt et autres recettes — qui ont servi à les payer.

Cet examen comparatif est lumineux et concluant.

De même que pour se rendre compte de la situation réelle d'une société anonyme, il faut, après avoir considéré les éléments de son passif, étudier les postes de son actif, de même il convient, pour apprécier la dette d'un État, de rechercher quelle en est la contre-valeur.

Nul ne songe à s'effrayer des chiffres élevés qui représentent le capital social d'une entreprise industrielle si cette entreprise est bien assise et prospère.

Il n'y a aucune raison de procéder autrement quand il s'agit de la dette d'une nation.

Sans vouloir entrer dans le détail de tous les travaux extraordinaires qui ont été effectués dans notre pays, qu'il nous soit permis de citer quelques chiffres relatifs aux chemins de fer.

A partir de 1870, nous l'avons montré tout à l'heure, on voit monter la dette publique. On voit, en même temps dès 1870, monter le coût de notre railway national.

En 1870, les chemins de fer de l'État coûtaient . fr.	264,830,589 11
En 1880, ils coûtent	1,055,404,494 22
En 1900, ils coûtent	1,929,380,355 12
Au 1 ^{er} janvier 1905, environ	2,150,000,000 » (1)

Les faits expliquent cette progression, qui, à première vue, paraît anormale.

Antérieurement à 1870, pendant de longues années, l'État s'était désintéressé des chemins de fer.

On ne construisait plus de nouvelles lignes.

On préférait accorder des concessions et il s'établissait ainsi un important réseau de concurrence, au préjudice de l'État.

A partir de 1870, il faut bien racheter les lignes concédées et les remettre en état.

C'est ainsi qu'en 1850 la longueur moyenne des lignes exploitées par l'État était de	624 ^{km} 6
Et en 1870 de	868 ^{km} 7
En 1904, elle est de	4,054 ^{km} 8

Les rachats effectués, que de choses restaient à faire!

Depuis cinq ans, les Chambres votent des crédits, à concurrence de 60 millions de francs environ par an, en vue de l'extension de l'outillage et de l'amélioration du chemin de fer.

Tout récemment encore, le Gouvernement a déposé un projet de loi en

(1) En ce compris les capitaux correspondant à des rentes ou annuités pour chemins de fer rachetés (soit fr. 426,854,888 68).

vue de la création d'une nouvelle voie de communication vers l'Allemagne, devenue indispensable à raison du développement considérable du trafic des marchandises; la dépense est estimée à 55 millions de francs.

Osera-t-on soutenir qu'il eût mieux valu s'abstenir, sous prétexte que la dette publique allait augmenter?

Vaudrait-il mieux, aussi, renoncer aux travaux qui se font à nos ports et à nos canaux?

Que seraient notre commerce et notre industrie si l'outillage économique du pays était négligé?

Ces jours-ci, l'opinion publique applaudissait à un projet grandiose dont l'exécution assurera un avenir magnifique à notre port d'Anvers.

Où trouver les millions nécessaires, sinon en recourant à l'emprunt?

Dans son rapport du 9 juillet 1901 sur l'amortissement de la dette publique, l'honorable M. Cooreman disait avec raison : « Il importe de déve-
» lopper et de perfectionner l'outillage économique du pays dans des pro-
» portions et avec une diligence qui exigent des capitaux beaucoup plus
» importants que ceux provenant des ressources en dehors de l'emprunt. Les
» applications successives des découvertes de la science, l'essor de l'activité
» nationale, les sacrifices que s'imposent les pays concurrents, tout dicte à
» la Belgique l'impérieux devoir d'efforts pécuniaires énergiques et persé-
» vérants. Il semble que cette nécessité perdurera pendant une longue série
» d'années, dont rien ne permet d'entrevoir le terme.

» Il serait, du reste, excessif de prétendre qu'un pays riche, actif et
» robuste comme la Belgique devrait être exempt de toute dette. Ni l'intérêt
» actuel de son crédit ni son devoir moral à l'égard des générations futures
» ne commandent pareille rigueur. Au contraire, la proscription absolue de
» l'emprunt placerait le pays dans l'alternative de renoncer au développement
» de son outillage économique, qui est pour lui une condition d'existence,
» ou de se grever de charges ruineuses qui paralyseraient son essor et qu'il
» ne tarderait pas à rayer de son budget. Expansion compromise, progrès
» arrêté, déclin fatal, on ne voit pas ce qu'y gagneraient le crédit de la géné-
» ration actuelle et la prospérité des générations de l'avenir. »

* * *

Il ne faut donc pas hésiter à recourir à l'emprunt chaque fois qu'il s'agit de travaux extraordinaires réclamés par l'intérêt vrai du pays et relatifs à l'extension et à l'amélioration de son outillage économique.

L'Exposé général du Budget de 1895 s'exprimait, à ce propos, dans les termes suivants :

« Dans la pensée du Gouvernement, le Budget extraordinaire, qui doit
» s'équilibrer par l'emprunt, ne peut comprendre, en principe, que des
» dépenses ayant pour objet d'accroître le capital économique de la nation.
» La règle doit être de porter au Budget ordinaire tout ce qui n'a pas ce
» caractère. »

Ce programme a-t-il été suivi, en fait, depuis 1895?

Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir le tableau des dépenses extraordinaires du 1^{er} janvier 1893 au 31 décembre 1904, que nous reproduisons en annexe.

On a dépensé 1 milliard 92 millions; or les dépenses d'outillage économique, directement ou indirectement productives de revenus, y figurent pour 96 % des dépenses totales, soit 1 milliard 49 millions; les autres n'en représentent que 4 %, soit environ 43 millions.

Quant à ces 43 millions de dépenses diverses (Palais de Justice, bâtiments militaires, fortifications, prisons, établissements d'instruction, etc.), ils ont été payés, et bien au delà, par les bonis budgétaires de la même période de dix ans.

Boni du Budget ordinaire de 1893 . . . fr.	7,316,833 05
— — — 1896	6,103,286 56
— — — 1897	5,771,014 43
— — — 1898	12,100,949 55
— — — 1899	17,601,156 44
— — — 1900	15,049,989 97
— — — 1901	2,539,525 11
— — — 1902	3,215,338 72
— — — 1903	2,830,587 77 (1)
— — — 1904	1,520,000 » (1)
TOTAL. . . . fr.	74,048,681 »

L'excédent des bonis budgétaires de ces dix années (74,048,681 francs — fr. 43,207,788.70, soit fr. 30,840,892.30) a été employé, cela va de soi, au paiement des dépenses d'outillage économique, en déduction des sommes à emprunter. Il faut, en outre, tenir compte que les fonds d'amortissement demeurés sans emploi (fr. 16,325,767 15) et les recettes extraordinaires consistant en remboursements d'avances et prix d'aliénation de biens domaniaux, etc. (fr. 41,105,803 53), ont reçu la même destination, de telle sorte que des 1,049 millions de dépenses d'outillage économique, l'emprunt n'en a couvert, en réalité, que fr. 960,853,850 40.

Cette constatation n'est-elle pas satisfaisante et en parfaite conformité avec le programme de 1893?

* * *

Quelques mots, pour finir, des résultats effectifs des travaux extraordinaires de ces dix dernières années. M. le Ministre des Finances les a exposés, à la Chambre, le 15 décembre 1904.

L'augmentation des recettes nettes de nos régies industrielles a été telle, de 1893 à 1904, qu'elles ont couvert les charges d'intérêt et d'amortissement des emprunts :

« Non seulement, » a déclaré M. le Ministre, « nos emprunts ne coûtent » rien aux contribuables, mais ils procurent en plus un bénéfice net au

(1) Chiffre approximatif.

» Trésor public. Et encore ne fais-je pas état des recettes que nous procure
» indirectement l'amélioration des instruments de notre outillage écono-
» mique autres que le chemin de fer : les routes, les canaux, les ports. »

* * *

La situation est donc celle-ci :

Le cours de la rente 3 % reste haut, malgré les émissions successives, qui se placent sans peine.

Le budget ordinaire supporte aisément les charges d'intérêt et d'amortissement de notre dette, dont nous avons dit la nature.

La prospérité du pays s'accroît d'année en année.

Lorsqu'on compare le commerce spécial de la Belgique avec celui des principaux pays étrangers, on constate que la Belgique occupe le premier rang si l'on considère la valeur par 1,000 habitants et le cinquième rang sous le rapport de la valeur absolue; nous distançons de grands pays, comme l'Italie, la Russie et l'Autriche-Hongrie.

N'est-on point, dès lors, autorisé à rappeler et à souligner ces paroles que M. Malou prononçait, le 20 mai 1876, à la Chambre :

« Ailleurs, le Budget de la Dette publique, c'est l'histoire des malheurs,
» des guerres que les pays ont subis. Chez nous, c'est l'instrument, le
» mobile, le signe évident du progrès, de la prospérité du pays. »

Examen du Budget en Sections.

- 1^{re} Section. Adopté par 9 voix contre une.
- 2^e — Adopté par 11 voix et 1 abstention.
- 3^e — Adopté par 8 voix contre 6.
- 4^e — Adopté par 7 voix et 3 abstentions.
- 5^e — Adopté par 17 voix et 2 abstentions.
- 6^e — Adopté par 11 voix et 2 abstentions.

Examen en Section centrale.

Le Budget est adopté à l'unanimité moins une abstention.
En conséquence, la Section centrale vous en propose l'adoption.

Le Rapporteur,
MICHEL LEVIE.

Le Président,
ALP. HARMIGNIE.

ANNEXE.**DÉPENSES***Période du 1^{er} janvier 1895*

	1895.	1896.	1897.
Montant total des dépenses extraordinaires d'après les Comptes	45,564,255 76	55,053,985 91	86,529,535 24
A déduire : Opérations financières (avances et placements mobiliers)	13,211,787 05	8,622,592 57	2,337,263 72
Dépenses extraordinaires proprement dites	32,352,448 71	46,431,393 34	83,992,321 52

I. — Dépenses**A. — Dépenses directement.**

Chemins de fer	17,150,429 50	25,561,847 06	52,805,720 46
Postes.	270,515 84	470,537 13	681,392 43
Télégraphes et téléphones	1,268,452 95	1,378,315 06	9,763,002 23
Marine	2,272 »	183 »	46,817 40
Domaine privé de l'État : forêts, dunes, terrains incultes, etc. ; acquisitions, boisement, mise en valeur	170,000 »	»	139,602 96
	18,861,668 29	27,410,882 25	63,436,535 48

B. — Dépenses indirectement

Canaux et rivières	2,900,304 45	3,109,448 35	4,336,614 41
Routes et ponts, voirie vicinale et hygiène publique	1,457,883 61	3,354,189 20	2,317,412 31
Ports et côtes.	627,025 59	5,072,140 71	7,789,693 77
	4,985,213 65	12,435,787 26	14,643,720 49
TOTAL DE LA RUBRIQUE I.	23,846,881 92	39,846,669 51	78,080,255 97
PROPORTION POUR CENT relativement au total des dépenses extraordinaires proprement dites	75.7 0/0	85.8 0/0	92.9 0/0

II. — Autres

Domaine public immobilier :			
a) Achats	115,526 46	54,104 31	»
b) Constructions { Palais de justice, prisons, établissements de bienfaisance	175,116 04	64,432 81	1,250 »
Monuments et bâtiments divers	1,088,261 07	773,895 88	187,146 81
Etablissements d'instruction, conservatoires de musique et musées	841,045 87	96,971 38	269,907 21
Oeuvres d'art et de sciences, expositions	57,411 40	11,962 51	»
Bâtiments militaires, fortifications, armement	4,484,058 42	5,188,819 03	5,453,761 53
Dépenses diverses.	1,144,147 44	414,449 91	»
TOTAL DE LA RUBRIQUE II.	8,505,566 79	6,584,723 83	5,912,065 53
PROPORTION POUR CENT relativement au total des dépenses extraordinaires proprement dites.	26.5 0/0	14.2 0/0	7.1 0/0
TOTAL des dépenses extraordinaires proprement dites.	32,352,448 71	46,431,393 34	83,992,321 52

EXTRAORDINAIRES (a).*au 31 décembre 1904.*

1898.	1899.	1900.	1901.	1902.	1903.	1904.	TOTAL GÉNÉRAL.
266,444,231 92	119,011,862 61	95,102,409 35	104,919,454 88	114,266,228 42	117,025,598 04	161,359,796 26	1,165,077,568 39
2,588,877 85	2,128,984 65	2,126,801 55	83,424 46	8,000,000 •	1,573,485 90	(¹) 32,470,049 36	72,745,266 89
264,055,354 07	116,882,877 96	92,975,608 02	104,836,010 42	106,266,228 42	115,652,112 14	128,889,746 90	1,092,334,101 50

d'outillage économique.*productives de revenus.*

259,145,193 51	89,770,416 59	58,555,245 60	67,506,146 66	63,688,200 42	62,283,108 32	68,068,737 16	744,335,045 28
1,160,287 06	1,168,199 48	1,628,821 12	1,412,811 39	865,910 97	1,115,987 48	1,668,741 04	10,443,201 94
1,991,363 02	1,751,446 06	3,255,769 04	2,084,230 61	3,959,467 02	2,685,485 59	3,674,593 32	32,712,124 90
318,649 30	215,639 14	20,945 98	11,373 90	40,118 62	108,244 30	91,701 31	855,944 95
819,631 21	510,205 49	283,331 67	2,382,094 14	398,272 80	1,177,360 83	2,838,146 07	8,718,645 17
243,435,124 10	93,415,906 76	63,744,113 41	74,096,656 70	68,951,969 83	67,370,186 52	76,341,918 90	797,064,962 24

productives de revenus.

5,059,068 90	5,647,794 98	4,486,558 72	7,464,852 65	10,535,189 36	16,250,380 08	16,414,513 93	76,404,714 81
3,770,931 82	3,860,318 55	7,477,763 08	7,469,966 62	8,655,488 55	10,405,098 78	11,024,067 70	59,793,139 90
10,201,733 95	13,553,831 17	14,151,575 06	14,815,911 81	16,569,226 08	16,012,458 73	16,369,860 08	115,863,495 85
10,031,774 37	22,861,944 68	26,115,876 86	29,750,731 08	35,759,904 80	42,067,946 59	43,808,450 71	252,061,350 56
262,466,898 47	116,277,851 44	89,839,990 27	105,847,587 78	104,711,874 72	110,038,133 11	120,150,369 61	1,049,126,312 80
99.4 %	99.4 %	96.6 %	99.5 %	98.5 %	95.1 %	93.2 %	96 %

dépenses.

95,000 •	•	2,611,480 96	187,464 51	1,070,098 •	2,054,654 14	3,564,174 64	(²) 9,732,573 02
•	•	•	•	•	•	•	240,798 85
•	280,279 08	8,040 73	80,235 33	226,186 82	548,799 70	247,711 74	4,040,553 16
213,412 41	73,462 57	253,832 86	301,801 16	237,437 24	534,872 55	871,253 32	3,783,998 57
•	•	•	•	•	•	•	69,374 •
1,280,043 19	251,284 87	242,263 20	329,123 64	20,631 64	1,032,331 71	1,096,769 76	19,370,086 99
•	•	•	•	•	1,443,340 93	2,959,467 83	(³) 5,961,406 11
1,588,455 60	605,026 52	3,115,617 75	988,622 64	1,554,353 70	5,613,979 03	8,759,377 29	43,207,788 70
0 6 %	0 6 %	5.4 %	0.5 %	1.5 %	4.9 %	6.8 %	4 %
264,055,354 07	116,882,877 96	92,975,608 02	104,836,010 42	106,266,228 42	115,652,112 14	128,889,746 90	1,092,334,101 50

(¹) Ce total comprend la somme de 29,331,600 francs, montant des indemnités allouées à des sociétés ou particuliers belges victimes des troubles de la Chine et escomptées en 1904 par l'Etat belge en exécution de l'article 3 de la loi du 14 mai 1904.

(²) Ce total comprend notamment le coût des acquisitions faites en vue de la construction du Mont des Arts, à Bruxelles.

(³) Ce total comprend notamment le montant des subsides extraordinaires alloués aux villes d'Ostende et de Spa sur les crédits de 5 millions et de 2 millions de francs ouverts par la loi du 24 octobre 1902.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 MEI 1905.

Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1905 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER LEVIE.

MIJNE HEEREN,

De gezamenlijke kredieten, uitgetrokken voor het dienstjaar 1905, bedragen. fr. 156,820,491 92

De kredieten toegekend op de Begrooting voor 1904, beliepen 151,874,275 75

watvoor 1905 eene verhooging maakt van fr. 4,946,216 19

daarin zijn begrepen ten bedrage van . . 3,848,839 50

de lasten van interest en uitdelging van de kapitalen gedurende het jaar 1903 ontleend tegen 5 %.

De toeneming van onze Staats schuld wekte de aandacht der Middenafdeeling op.

Op 1 Januari 1904 beliep onze gevestigde schuld . fr. 2,988,681,548 12

Op 1 Januari 1905 stijgt zij tot 3,117,038,048 12

(Algemeene toestand der Schatkist op 1 Januari 1905, bl. 12 en 13.)

In 1850, bedroeg zij. fr. 611,992,561 »

In 1860, — 634,157,847 »

In 1870, — 682,880,914 »

In 1880, — 1,428,270,449 »

In 1890, — 2,006,564,273 »

In 1900, — 2,650,564,150 »

(Verslag over de Begrooting van 's Lands Schuld voor 1902. Oorkonden, *Annales parlementaires*, 1901-1902, bl. 280.)

(1) Begrooting, n^o 4, II

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HARMIGNIE, bestond uit de heeren LEVIE, DOUET, RUZETTE, CARTUYVILS, DENIS, FREDERIK DELVAUX.

Zooals men ziet, neemt de verhooging toe sedert 1870.

In het verslag over den algemeenen toestand der Schatkist op 1 Januari 1903 worden omstandig opgegeven de buitengewone werken, in België uitgevoerd van 1830 tot 1893, benevens de geldmiddelen van verschillende aard — overschotten op begrootingen, leeningen en andere inkomsten — waarmede zij betaald werden.

Dat vergelijkend onderzoek is helder en afdoende.

Evenals om den wezenlijken toestand eener vennootschap te beseffen, men, na de bestanddeelen van haar passief te hebben onderzocht, ook de actief-posten moet onderzoeken, zoo ook moet men, om de schuld van eenen Staat te beoordeelen, ook de tegenwaarde ervan nagaan.

Het hooge bedrag van het maatschappelijk kapitaal eener nijverheidsonderneming schrikt niemand af, zoo deze op goede grondslagen berust en bloeiend is.

Er bestaat hoegenaamd geene reden om anders te handelen wanneer het de schuld eens lands geldt.

Zonder omstandig op alle buitengewone werken te willen wijzen, welke in ons land werden uitgevoerd, zij het ons geoorloofd eenige cijfers aan te halen betreffende de spoorwegen.

Zooals wij daareven zegden, vermeerderd onze Staats schuld sedert 1870. Het is ook sedert 1870 dat de kosten van ons spoorwegnet toenemen.

In 1870, kosten Staatsspoorwegen	fr. 264,830,589 11
In 1880	1,053,404,494 22
In 1900	1,929,380,353 12
Op 1 Januari 1903, nagenoeg	2,150,000,000 »

Die toeneming schijnt bij eenen eersten oogslag buitengewoon groot, doch wordt door de feiten uitgelegd.

Vóór 1870 had de Staat gedurende tal van jaren zich weinig ingelaten met de spoorwegen.

Geen nieuwe lijnen werden aangelegd.

Hij verleende liever vergunningen, en zoo kwam er een aanzienlijk spoorwegnet tot stand, wat voor den Staat eene nadeelige mededinging was.

Na 1870 moest men de vergunde lijnen afkopen en in goeden staat brengen.

Zoo bedroeg in 1850 de gemiddelde lengte der lijnen onder Staats beheer	624 ^{km} 6
In 1870	8,68 ^{km} 7
En in 1904	4,054 ^{km} 5

Wat bleef er niet al te verrichten, na afkoop van de lijnen!

Sedert vijf jaar verleenden de Kamers kredieten ten bedrage van nagenoeg 60 millioen per jaar, voor de uitbreiding en de betere inrichting van den spoorweg.

Onlangs diende de Regeering een wetsontwerp in voor het aanleggen van

(¹) Met inbegrip van de kapitalen overeenkomende met renten of jaarsommen voor afgekochte spoorwegen (fr. 426,854,888 68).

eene nieuwe lijn naar Duitschland, welke onontbeerlijk is geworden uit hoofde van de aanzienlijke uitbreiding van het goederenvervoer; de kosten worden op 55 millioen geraamd.

Wie zou durven beweren dat het beter ware het niet te doen, onder voorwendsel dat Staats schuld zal toenemen?

Ware het ook beter af te zien van de werken die aan onze havens en vaarten worden uitgevoerd?

Wat zou er worden van onzen handel en onze nijverheid, indien 's lands inrichting op dat gebied werd verwaarloosd?

Dezer dagen mocht de openbare meening zich verheugen over het indienen van een grootsch ontwerp, dat onze Antwerpsche haven eene prachtige toekomst zal verzekeren.

Waar worden de daartoe noodige millioenen gevonden, zonder eene leening te sluiten?

In zijn verslag van 9 Juli 1901 over de uitdelging der openbare schuld, zegde de achtbare heer Cooreman terecht :

« 's Lands benoodigdheden op economisch gebied hoeven uitgebreid en » verbeterd, in verhoudingen en in een tijdsbestek die veel aanzienlijkere » kapitalen vergen dan diegene welke de geldmiddelen buiten leening » kunnen verschaffen. Onafgebroken toepassing van wetenschappelijke uit- » vindingen, breedere vlucht van 's lands werkdadigheid, geldoffers, door » mededingende landen gebracht, dat alles schrijft België den dringenden » plicht voor, op geldelijk gebied krachtdadige en bestendige pogingen aan » te wenden. 't Schijnt dat die behoefte eene lange jarenreeks zal bestaan, » en niets laat daarvan het eindpunt voorzien.

» 't Ware, ten andere, eene overdrijving, te beweren dat een rijk, werk- » zaam en kloek land als België, volstrekt geene schuld zou mogen hebben. » Zulke strengheid wordt evenmin opgelegd door het tegenwoordig belang » van zijn krediet als door zijne zedelijke verplichting tegenover komende » geslachten. Integendeel zou 't verbieden van elke leening het land ofwel » doen afzien van alle uitbreiding zijner economische inrichting, die voor » ons eene voorwaarde van bestaan is, ofwel het land verplichten tot over- » zware lasten, die zijne vlucht zouden belemmeren en die het spoedig van » zijne begrooting zou schrappen. De uitbreiding ware dus in gevaar, de » vooruitgang gestremd, het verval onvermijdelijk, en niets laat voorzien » wat het krediet van het levend geslacht en de welvaart van de komende » geslachten daarbij te winnen heeft. »

*
* * *

Zonder aarzelen moet men dus eene leening sluiten, telkenmale het buitengewone werken betreft, door 's land wezenlijk belang vereischt en bestemd tot uitbreiding en verbetering van 's lands inrichting op economisch gebied.

De Algemeene Toelichting der Begrooting voor 1895 zegde dienaangaande het volgende :

« De Regeering is van gevoelen dat de Buitengewone Begrooting, welke

- » door leeningen in evenwicht gebracht moet worden, in beginsel enkel
- » uitgaven mag behelzen welke strekken om 's lands economisch kapitaal te
- » vergrooten. Als regel moet gelden alles wat van eenen anderen aard is op
- » de gewone Begrooting te brengen.

Werd dat programma feitelijk gevolgd sedert 1895?

Men overtuigt zich daarvan, zoo men de tabel nagaat van de buitengewone uitgaven, sedert 1 Januari 1895 tot 31 December 1904 gedaan, welke tabel wij als bijlage overdrukken.

Er werd 1 milliard 92 miljoen uitgegeven; welnu, de uitgaven voor economische inrichting welke rechtstreeks of onrechtstreeks inkomsten opleveren, bedragen 96 % van de algeheele uitgaven, of 1 milliard 49 miljoen; de andere slechts 4 % of nagenoeg 43 miljoen.

Die 43 miljoen verschillende uitgaven (gerechtshoven, krijgsgebouwen, vestingwerken, gevangenissen, onderwijsgestichten, enz.), werden ruimschoots betaald met de overschotten op de begrotingen van hetzelfde tienjarig tijdperk.

Overschot op de gewone Begrooting voor 1895 . . . fr.	7,316,833 05
— 1896	6,103,286 56
— 1897	5,771,014 43
— 1898	12,100,949 55
— 1899	17,601,156 44
— 1900	15,049,989 97
— 1901	2,559,525 11
— 1902	3,215,358 72
— 1903	2,830,587 77 ⁽¹⁾
— 1904	1,520,000 » ⁽¹⁾
TOTAAL. fr.	74,048,681 »

Het meerdere bedrag der overschotten op de begrotingen dier tien jaren (74.048,681 frank — fr. 43,207,708 70 of fr 30,840,892 30) werd, zooals vanzelf spreekt, besteed tot het bestrijden van de uitgaven voor economische inrichting, en verminderde dus de te ontleenen sommen. Daarenboven dient in aanmerking te komen dat de fr. 16,325,767.13 ongebruikt gebleven uitdelgingsfondsen en de buitengewone ontvangsten, voortkomende van uitgekeerde voorschotten en van den verkoopprijs van domeingoeederen, enz. (fr. 41,105,803.33), dezelfde bestemming erlangden, zoodat van de 1,019 miljoen uitgaven voor economische inrichting eigenlijk slechts fr. 960,853,850.40 door middel van leeningen werden bestreden.

Is dergelijk feit niet bevredigend en volstrekt overeenkomstig met het programma van 1895?

* * *

Ten slotte een paar woorden over de wezenlijke uitslagen van de buitengewone werken dier jongste tien jaren. De heer Minister van Financiën deed ze ter Kamer uitschijnen op 15 December 1904.

(1) Nabijkomend bedrag.

De toeneming der zuivere ontvangsten van de ondernemingen door den Staat zelf beheerd, beliep van 1893 tot 1904 genoeg om de lasten te dekken van den interest en de uitdelging onzer leeningen :

« Niet alleen, zoo verklaarde de heer Minister, kosten onze leeningen niets » aan de schatplichtigen, maar zij verschaffen daarenboven eene zuivere » winst aan de Schatkist. En dan nog spreek ik niet van de ontvangsten » welke ons onrechtstreeks verschaft worden door de verbetering van de » werktuigen onzer economische inrichting buiten den spoorweg, als daar » zijn wegen, vaarten en havens. »

* * *

Ziehier dus wat de toestand is :

De rente 3 % blijft hoog genoteerd, niettegenstaande de achtereenvolgende uitgiften, die zonder moeite plaatsing vinden.

De gewone begrooting draagt gemakkelijk de lasten van den interest en van de uitdelging onzer schuld, welker aard wij hebben aangetoond.

's Lands welvaart neemt jaarlijks toe.

Vergelijkt men den bijzonderen handel van België met dien der voornaamste vreemde landen, dan ziet men dat België den eersten rang bekleedt in verhouding per 1,000 inwoners en den vijfden rang in algemeenen zin. Groote landen als Italië, Rusland en Oostenrijk-Hongarije streven wij voorbij.

Mag men dus de woorden niet herinneren en beamen, welke de heer Malou ter Kamer uitsprak op 20 Mei 1876 :

« Elders is de Begrooting van 's Lands schuld de geschiedenis der ongelukken, der oorlogen welke de landen ondergingen. Hier is zij het werktuig, de hefboom, het welsprekend bewijs van 's lands vooruitgang en bloei. »

Onderzoek van de Begrooting in de Afdeeling.

- 1^o Afdeeling. Goedgekeurd met 9 stemmen tegen 1.
- 2^o — Goedgekeurd met 11 stemmen en 1 onthouding.
- 3^o — Goedgekeurd met 8 stemmen tegen 6.
- 4^o — Goedgekeurd met 7 stemmen en 3 onthoudingen.
- 5^o — Goedgekeurd met 17 stemmen en 2 onthoudingen.
- 6^o — Goedgekeurd met 11 stemmen en 2 onthoudingen.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

De Begrooting wordt aangenomen bij eenparigheid min 1 onthouding. Dienvolgens stelt de Middenafdeeling u voor ze goed te keuren.

De Verslaggever,
MICHEL LEVIE.

De Voorzitter,
ALP. HARMIGNIE.

BUITENGEWONE

BIJLAGE.

Tijdvak van 1 Januari 1895

	1895.	1896.	1897.
Algemeel bedrag der buitengewone uitgaven volgens de rekeningen	45,584,255 76	55,053,985 91	86,329,585 24
Af te trekken : Financiële verrichtingen (voorschotten en roerende beleggingen)	13,211,787 05	8,622,592 57	2,357,263 72
Eigenlijke buitengewone uitgaven	32,352,448 71	46,431,393 34	83,992,321 52

I. — Uitgaven

A. — Uitgaven die rechtstreeks

Spoorwegen	17,150,429 80	25,561,847 06	52,805,720 46
Posterijen	270,515 84	470,537 15	681,392 43
Telegraphen en telefoon	1,268,452 95	1,378,315 06	9,763,002 23
Zeewezen	2,272 "	183 "	46,817 40
Staats privaat domein : bosschen, duinen, braakland, enz. ; aankopen, bebossching, tot waarde making	170,000 "	"	139,602 96
	18,861,668 29	27,410,882 25	65,456,535 48

B. — Uitgaven die onrechtstreeks

Vaarten en rivieren	2,900,304 45	3,109,448 35	4,536,614 41
Wegen en bruggen, buurtwegen en openbare gezondheid	1,457,883 61	3,354,189 20	2,517,412 31
Havens en kusten	627,025 59	5,972,149 71	7,789,693 77
	4,985,213 63	12,435,787 26	14,643,720 49
TOTAAL VAN RUBRIEK I	23,846,881 92	39,846,669 51	78,080,255 97
VERHOUDING TEN HONDERD tot het gezamenlijk bedrag der eigenlijke buitengewone uitgaven	75.7 %	85.8 %	92.9 %

II. — Andere

Onroerend openbaar domein :			
a) Aankopen	115,526 46	54,194 31	"
b) Gebouwen { Gerechtshoven, gevangenissen, weldadigheidsgestichten	175,116 04	64,432 81	1,250 "
Monumenten en allerhande gebouwen	1,688,261 07	773,893 88	187,146 81
Onderwijsgestichten, muziekconservatorium en museums	841,045 87	96,971 38	269,907 21
Werken van kunst en wetenschap, tentoonstellingen	57,411 49	11,962 51	"
Krijgsgebouwen, vestingwerken, bewapening	4,484,058 42	5,188,819 03	5,453,761 53
Allerhande uitgaven	1,144,147 44	414,449 91	"
TOTAAL VAN RUBRIEK II	8,505,566 79	6,584,723 83	5,912,065 55
VERHOUDING TEN HONDERD tot het gezamenlijk bedrag der eigenlijke buitengewone uitgaven	26.3 %	14.2 %	7.1 %
TOTAAL der eigenlijke buitengewone uitgaven	32,352,448 71	46,431,393 34	83,992,321 52

(a) Bladzijde 4 en 5 der Buitengewone Begrooting voor 1905.

UITGAVEN (a).*tot 31 December 1904.*

1898.	1899.	1900.	1901.	1902.	1903.	1904.	TOTAL GÉNÉRAL.
266,444,251 92	119,011,862 61	95,102,409 55	104,019,434 88	114,266,228 42	117,025,598 04	161,359,706 26	1,165,077,368 39
2,388,877 85	2,128,984 65	2,126,801 33	83,424 46	8,000,000 •	1,373,485 90	(*) 52,470,049 56	72,745,266 89
264,055,354 07	116,882,877 96	92,975,608 02	104,856,010 42	106,266,228 42	115,652,112 14	128,889,746 00	1,092,334,101 50

voor 's lands economische inrichting.*inkomsten geven.*

239,145,193 51	89,770,416 59	58,555,245 60	67,306,146 66	63,688,200 42	62,283,108 32	68,068,737 16	744,335,045 28
1,160,287 06	1,168,190 48	1,628,821 12	1,412,811 39	865,910 97	1,115,987 48	1,668,741 04	10,443,201 94
1,991,565 02	1,751,446 06	3,255,769 04	2,984,230 61	3,959,467 02	2,685,485 59	3,674,505 52	32,712,124 90
318,649 30	215,639 14	20,945 98	11,573 90	40,118 62	108,244 50	91,701 51	855,944 95
819,631 21	510,205 40	283,351 67	2,382,004 14	398,272 80	1,177,360 83	2,838,146 07	8,718,645 17
245,435,124 10	95,415,006 76	65,744,113 41	74,096,656 70	68,051,069 83	67,370,186 52	76,341,918 90	797,004,962 24

inkomsten geven.

5,059,068 90	5,647,794 98	4,486,558 72	7,464,852 65	10,535,189 36	16,250,389 08	16,414,513 93	76,404,714 81
3,770,951 52	3,860,518 53	7,477,763 08	7,469,966 62	8,655,488 55	10,405,098 78	11,024,067 70	59,793,159 90
10,201,753 95	13,553,851 17	14,151,575 06	14,815,911 81	16,569,226 98	16,012,458 73	16,560,860 08	115,865,495 88
19,031,774 37	22,861,944 68	26,115,876 86	29,750,731 08	35,759,904 89	42,667,946 59	43,808,450 71	252,061,350 56
262,466,898 47	116,277,851 44	89,859,990 27	103,847,587 78	104,711,874 72	110,058,135 11	120,150,360 61	1,040,126,312 80
99.4 %	99.4 %	96.6 %	99.5 %	98.5 %	95.1 %	93.2 %	96 %

uitgaven.

95,000 •	•	2,611,480 96	187,464 51	1,070,098 •	2,054,634 14	3,564,174 64	(*) 9,732,573 02
•	•	•	•	•	•	•	240,798 85
•	280,270 08	8,040 73	80,253 33	226,186 82	548,799 70	247,711 74	4,040,553 16
213,412 41	75,462 57	253,832 86	591,801 16	237,437 24	554,672 55	871,253 52	3,787,998 57
•	•	•	•	•	•	•	60,374 •
1,280,043 19	251,284 87	242,263 20	329,123 64	20,631 64	1,032,331 71	1,096,769 76	10,370,086 99
•	•	•	•	•	1,443,540 93	2,059,467 83	(*) 5,961,406 11
1,588,455 60	605,026 52	3,115,617 75	988,622 64	1,554,553 70	5,613,079 03	8,739,377 20	43,207,788 70
0.6 %	0.6 %	5.4 %	0.5 %	1.5 %	4.9 %	6.8 %	4 %
264,055,354 07	116,882,877 96	92,975,608 02	104,856,010 42	106,266,228 42	115,652,112 14	128,889,746 00	1,092,334,101 50

(1) Dit totaal behelst de som van 29,331,000 frank, bedrag der vergoedingen toegekend aan Belgische vennootschappen of private burgers, slachtoffers der onlusten in China, en in 1904 gediscoteerd door den Belgischen Staat, krachtens artikel 3 der wet van 14 Mei 1904.

(2) Dit totaal begrijpt onder andere de uitgaven tot aankopen voor het inrichten van den Kunstberg te Brussel.

(3) Dit totaal begrijpt onder andere het bedrag der buitengewone toelagen, aan de steden Oostende en Spa verleend op de kredieten van 5 miljoen en van 2 miljoen frank, door de wet van 24 October 1902 toegekend.